

Droit, Économie, Gestion à finalité professionnelle

Mention Droit Privé Spécialité Droit Pénal et Criminologie

RNCP12944 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	123, 120, 128
Code(s) ROME	K1403, K1704, K1903, K1404, K1201
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit

Certificateur(s)

Ministère chargé de l'enseignement supérieur

Université de Pau et des Pays de l'Adour

<http://www.univ-pau.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Parcours A : Criminologie et droit des victimes

Parcours B : Criminologie et droit des mineurs en difficulté

Parcours C : Exécution des peines et droits de l'Homme

Liste des activités visées par le diplôme, le titre ou le certificat

PARCOURS A et B

Dans le domaine des activités juridiques et sociales, ces diplômés du parcours A et B, spécialisés en droit pénal et criminologie accueillent des publics fragilisés par divers événements d'ordre personnel ou collectif, les informent de leurs droits et après avoir posé un diagnostic généraliste de leurs besoins, leurs proposent un accompagnement dans le cadre d'un réseau élargi de partenaires institutionnels (police, gendarmerie, justice, administration pénitentiaire), de professionnels spécialisés (avocats, médecins, assureurs) et associatifs (Centre d'Information sur les Droits des Femmes, Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale, Contrôle Judiciaire Socio-Educatif, Aide aux victimes, mineurs et familles en difficulté), notamment.

Ils exercent leurs fonctions dans le cadre de la politique criminelle et pénale, de la politique de la ville, de l'action sociale, de l'aide aux victimes, de la protection de l'enfance et de l'adolescence et de la protection judiciaire de la jeunesse.

Les diplômés du parcours criminologie A et B ont vocation à occuper des fonctions salariées et d'encadrement en qualité de juriste en milieu associatif (au bénéfice de mineurs ou de majeurs), auprès des collectivités territoriales (Conseil Général, Agglomération ou Communauté de communes), au sein des cabinets d'avocats ou d'assurances.

Ils peuvent également exercer des fonctions sur mandat judiciaire spécifique en tant qu'administrateur ad'hoc, désigné pour accompagner un mineur et assurer la sauvegarde de ses intérêts ; médiateur pénal permettant à des personnes en conflits de trouver des solutions adaptées

Ils peuvent encore être amenés à participer à des activités de formation dans les secteurs couverts par le Master : aide aux victimes, enfance en difficulté, prévention de la violence, milieu pénitentiaire (ouvert ou fermé)

Parcours A – Finalité Recherche. Le Parcours A offre également une finalité recherche de nature à déboucher sur la préparation d'un doctorat en vue d'embrasser les professions d'enseignants et/ou de chercheur.

PARCOURS C

Le diplômé de ce Master spécialisé à la fois dans le droit de l'exécution des peines et les droits de l'homme fait valoir ses connaissances juridiques dans ces domaines ainsi que ses capacités de recherche et d'analyse afin de maîtriser les procédures applicables et de traiter les litiges.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

LES DIPLÔMÉS DES PARCOURS A et B

Dans le cadre de leur mission d'accueil ces diplômés sont capables :

- D'accueillir une personne en difficulté à la suite d'un conflit de nature diverse afin de l'informer sur la nature juridique des contentieux corrélatifs
- D'informer de manière complète sur la nature des missions de la structure afin que la personne accueillie puisse prendre conscience des principes de fonctionnement (service public, gratuité, confidentialité) et du rôle des professionnels (juristes, psychologues, éducateurs, assistants sociaux).
- D'ouvrir un dossier afin de recueillir les informations nécessaires au suivi à venir ou à l'orientation de la personne.
- De mener un entretien individuel visant à évaluer la situation globale de la personne dans le but de lui proposer des réponses appropriées, des modalités de suivi et/ou des orientations vers d'autres spécialistes ou partenaires.

Dans le cadre de leur mission de prise en charge de la personne ces diplômés sont capables :

- D'organiser le suivi des accompagnements potentiels, de rédiger les écrits professionnels dans l'objectif de répondre aux besoins identifiés de la personne et de sa famille
- De conduire et réguler des entretiens dans l'objectif de favoriser l'expression des émotions, l'identification des besoins et de favoriser l'émergence de choix multiples à disposition de la personne et de sa famille.

Dans le cadre de leur mission de gestion ces diplômés sont capables :

- De recueillir des données générales ou personnelles au secteur concerné, d'élaborer et traiter des statistiques, de rédiger des rapports divers dans l'objectif de :
 - . rendre compte des activités de la structure
 - . répondre aux demandes diverses des autorités de tutelle, des financeurs, des partenaires
 - . d'évaluer l'activité du service et permettre de contribuer à son évolution

Dans le cadre de leur mission de veille juridique et sociale ces diplômés sont capables :

- D'étudier de façon permanente et d'actualiser leurs connaissances en matière de droit et de jurisprudence afin de :
 - . prendre en compte et d'intégrer les bonnes pratiques disponibles dans les services concernés
 - . s'adapter aux évolutions de l'environnement juridique et social et répondre au mieux aux attentes des usagers.
- D'adapter et de mettre à profit leurs connaissances et compétences juridiques et sociales dans une visée prospective afin de :
 - . participer à l'évolution des dispositifs législatifs et réglementaires dans les cadres national et européen
 - . proposer des solutions innovantes

Dans le cadre de leur mission de formation/partenariat ces diplômés sont capables :

- De mettre en œuvre à l'intention des publics variés, des modules de formation ayant pour objectif l'amélioration des pratiques des professionnels concernés en matière de :
 - . protection de l'enfance et de l'adolescence
 - . prévention de la violence
 - . gestion des conflits de nature pénale
 - . actualisation des connaissances en criminologie et sciences criminelles
- De participer à des groupes de travail, des recherches-actions, des colloques afin de capitaliser, de mutualiser des connaissances et de vulgariser les pratiques des services

D'intégrer ou de créer des réseaux de partenaires, de développer des actions partenariales, de veiller à leur mise en œuvre, d'évaluer leur pertinence dans le but de rendre effective la prise en charge globale et intégrée des populations concernées

Parcours A – Finalité recherche. Les diplômés de ce parcours se dirigent vers la préparation d'un doctorat en criminologie ou en droit, préalable aux concours de recrutement en qualité d'enseignants et/ou de chercheurs (Université, CNRS...).

LES DIPLÔMÉS DU PARCOURS C

Ces diplômés sont capables de :

- Conseiller les parties à un litige complexe à partir de connaissances acquises et de la collecte d'informations dans les ouvrages, revue et différents recueils de droit.
- Intervenir dans les différentes procédures juridictionnelles, en tant que professionnel.
- Interpréter les textes de loi, les décisions de jurisprudence.
- Envisager des solutions alternatives de résolution des litiges.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

LES EMPLOIS DIRECTS

Ces professionnels peuvent exercer des fonctions de cadre intermédiaire ou de cadre supérieur :

- dans le secteur associatif privé : aide aux victimes, contrôle judiciaire, droit des femmes, protection de l'enfance, de l'adolescence et des familles,
- au sein des collectivités territoriales : politique de la ville, aide sociale à l'enfance
- dans le secteur privé : assurance, gestion mixte d'établissements pénitentiaires, consultation et expertises diverses

LES EMPLOIS ACCESSIBLES SUR CONCOURS

Les titulaires de ce diplôme peuvent s'orienter vers des concours (catégorie A et B) :

- au sein du ministère de la justice : éducateurs, directeurs (PJJ), conseiller d'insertion et de probation (CIP), magistrat, greffier, directeurs d'établissement pénitentiaire
- au sein de ministère de l'intérieur : officiers de police, travailleur social en commissariat
- au sein du ministère de la défense : officiers de gendarmerie, travailleur social en brigade
- au sein des barreaux : avocats, conseillers auprès de Société Civile Professionnelle d'Avocats

Préparation d'un doctorat pour accéder aux fonctions :

- d'enseignants
- et/ou de chercheurs

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

enseignants, chercheurs

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 260 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) V4X85 — Professionnels de l'action sociale · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	12 946
Jugés difficiles à recruter	44 %
Emplois saisonniers	6 %

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE

Code de l'éducation Article L613-1: enseignants-chercheurs, enseignants, chercheurs ou, dans des conditions et selon des modalités prévues par voie réglementaire, des personnalités qualifiées ayant contribué aux enseignements, ou choisies, en raison de leurs compétences, sur proposition des personnels chargés de l'enseignement.

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE

IDEM

COMPOSITION DU JURY — VAE

Enseignants-chercheurs et professionnels

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<http://www.univ-pau.fr/live/formations>

Université de Pau et des Pays de l'Adour

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/12944/>